

*Le budget—M. Rocheleau*

tion que le gouvernement essaie de combattre, selon le député. Quelle autre conclusion peut-on tirer lorsqu'une société qui a trop d'argent, car elle n'a pas payé un sou d'impôt, décide d'acheter un concurrent en offrant pour ses actions trois, quatre et cinq fois leur prix réel? N'est-ce pas là une cause d'inflation? Je pourrais ainsi vous donner bien d'autres exemples de la façon dont la politique fiscale actuelle stimule l'inflation en permettant à un groupe, en l'occurrence, les nantis et les sociétés, d'offrir trop pour des biens et des services, ce qui est un facteur d'inflation.

Pour quelles raisons le gouvernement n'a-t-il pas décidé de commencer à avoir recours à un régime fiscal plus équitable, afin qu'un chef de petite entreprise qui a payé 30 p. 100 d'impôt sur ses recettes et qui investit les 70 p. 100 qui restent dans une nouvelle entreprise, ne fasse pas face à une concurrence inutile de la part d'une grosse société multinationale qui n'a payé aucun impôt, même si elle est extrêmement rentable, et qui peut, elle, compter sur tout son argent. Une entreprise à laquelle il ne reste que 70 p. 100 de ses recettes ne peut en concurrencer une qui a gardé, pour sa part, toutes ses recettes. Ce n'est pas juste. Cela ne fait que nuire au climat des affaires et attiser l'inflation. Le député pourrait-il nous dire pourquoi le gouvernement refuse depuis tant d'années de revenir à un régime fiscal plus équitable qui permettrait, en fait, de lutter contre l'inflation.

• (1630)

[Français]

**M. Larrivée:** Monsieur le Président, mon collègue d'en face me demande pourquoi le gouvernement n'a pas, depuis quelques années, changé sa méthode pour taxer les industries. Je dois dire tout de suite à mon collègue que je suis ici depuis six mois, alors vous me voyez très mal placé pour savoir pourquoi les gouvernements antérieurs n'ont pas fait ce changement. Le discours des néo-démocrates, monsieur le Président, revient toujours sur le fait que l'on pourrait régler tous nos problèmes si on taxait l'industrie, si on taxait les multinationales et que l'on continuait à augmenter les dépenses. Ce que je trouve un peu particulier depuis le début du débat, tout le monde est au courant que l'on a une dette difficile à contrôler: 320 milliards; tout le monde est conscient de cela. Tout le monde le dit que l'on a une dette, donc tout le monde doit le savoir. Mais depuis que nous sommes revenus ici au début d'avril, je n'ai pas vu un cas où, soit l'opposition libérale, soit l'opposition néo-démocrate, n'a pas critiqué le gouvernement parce qu'il ne mettait pas assez d'argent dans les programmes. Il n'y en a jamais assez. Même des programmes qui n'ont pas été touchés, il n'y en a pas assez. On demande à tous les jours de remettre des millions et des milliards, d'embaucher du personnel. On dit que dans l'environnement, on n'en met pas assez. On dit que dans les transports, on n'en met pas assez. On n'en met pas assez nulle part! Et on a une dette

de 320 milliards. Je ne suis pas un économiste. Je peux difficilement vous expliquer pourquoi l'industrie n'est pas taxée à 50-50 avec les contribuables, mais il y a une chose qui est certaine, c'est que des efforts ont été faits dans le Budget que l'on vient de présenter pour que l'industrie, les multinationales paient un impôt minimum.

Ce n'est peut-être pas assez, monsieur le Président, mais il y a tout de même eu un effort, et si mon collègue néo-démocrate le reconnaissait, ce serait déjà cela de pris. Mais ce n'est pas assez. D'un côté ce n'est pas assez de faire de telles impositions, et de l'autre côté, on veut en mettre plus. Je pense que j'aurais peut-être une question pour mon collègue, c'est de savoir comment tout cela va finir avec ce qu'il propose.

**M. Gilles Rocheleau (Hull—Aylmer):** Monsieur le Président, je suis heureux de m'adresser à tous les citoyens et citoyennes canadiens et plus particulièrement à mes commettants et commettantes de la circonscription de Hull—Aylmer, qui se situe à l'intérieur de la région de la Capitale nationale. Monsieur le Président, il y a à peine quelques jours le gouvernement conservateur déposait son Budget à la Chambre, je viens de faire un *lapsus*, a plutôt laissé couler son Budget la journée précédente par mesure de diversion étant donné que c'est un Budget qui était très mal, en somme, qui était très difficile à expliquer, et on préférerait dans cette Chambre poser des questions sur le coulage plutôt que sur les vraies intentions du gouvernement d'imposer des nouvelles taxes et des coupures de programmes, comme nous avons eues.

Monsieur le Président, il y a des questions importantes que l'Opposition officielle se pose: c'est qu'avant le 21 novembre dernier, cela allait bien au Canada. Tout allait pour le meilleur des mondes au Canada. Et, depuis le 21 novembre, à peine six mois se sont écoulés et, finalement, c'est le fiasco total. C'est la plus énorme dette que le Canada ait jamais eue. C'est le déficit à peu près le plus important qu'on ait jamais eu et nous assistons actuellement à des coupures importantes dans des programmes sociaux, des coupures pour lesquelles le gouvernement, avant les élections du 21 novembre, avait garanti à la population canadienne qu'aucun des services sociaux, aucun des programmes sociaux ne serait coupé. La population canadienne, avant le 21 novembre, s'est fait berner, s'est fait leurrer par ce gouvernement et, aujourd'hui, nous avons, malheureusement, à payer le prix de toutes les frustrations que nous connaissons.

Je pourrais passer très rapidement sur le libre-échange. Et dans ma circonscription, particulièrement dans la municipalité d'Aylmer, l'industrie Northern Telecom va fermer ses portes dans quelques mois: 624 emplois.

On a assisté dernièrement à des consolidations, entre autres, la compagnie E.B. Eddy à Hull a été acquise par Scott Paper, on a perdu des emplois au niveau des contre-maîtres. A Montréal, la société Gillette a fermé ses portes. On a assisté à des consolidations. Et tout cela, monsieur le Président, à cause du libre-échange.